

LES PÊCHERIES

DEMANDE DE REPORT DU BLOCAGE DE L'OCTROI DE PERMIS DE PÊCHE AU HOMARD—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Elmer MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'interviens au sujet d'une affaire urgente conformément aux dispositions de l'article 43 du Règlement. Étant donné que la question de savoir si le blocage temporaire de l'octroi de nouveaux permis aux pêcheurs de homards et à leurs bateaux est juste et pratique et qu'elle est de plus en plus controversée et qu'au moins un ministre du cabinet de la Nouvelle-Écosse a envoyé des télégrammes de protestation, je propose, avec l'appui du député de York-Sunbury (M. Howie):

Que le ministre d'État chargé des Pêcheries s'abstienne de toute autre mesure à cet égard jusqu'à ce que la Chambre reçoive l'assurance qu'on a consulté plus sérieusement les intéressés que jusqu'à maintenant du moins en Nouvelle-Écosse.

M. l'Orateur: A l'ordre. La motion ne peut être présentée sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

DEMANDE D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION SUR LA HAUSSE DES PRIMES D'ASSURANCE-AUTOMOBILE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, à mon tour, je soulève aux termes de l'article 43 du Règlement une question urgente et de nécessité pressante qui touche au problème de l'inflation en Colombie-Britannique. Suite à la récente annonce faite par le gouvernement de la Colombie-Britannique de son intention de hausser les primes d'assurance automobile de 100 p. 100...

Des voix: Oh, oh!

M. Leggatt: J'aimerais que les créditistes assis à ma droite essaient de se calmer—étant donné le malaise croissant dans le pays dû à l'incapacité du gouvernement d'obtenir la signature des gouvernements provinciaux à des accords concernant le programme de lutte contre l'inflation et étant donné l'ingérence dans les négociations collectives avec les enseignants en Ontario, question de compétence provinciale, je propose, avec l'appui du député de Brant (M. Blackburn):

Que la Commission de lutte contre l'inflation fasse enquête sur la hausse des primes en Colombie-Britannique et voie si elle est conforme aux lignes directrices du gouvernement fédéral, et que ce dernier demande immédiatement au gouvernement de la Colombie-Britannique de réduire cette hausse inutile et exorbitante jusqu'à ce qu'elle soit conforme aux lignes directrices du gouvernement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette motion exige le consentement unanime. Y a-t-il unanimité?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Questions orales

DEMANDE DE TENUE D'ÉLECTIONS EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE POLITIQUE DE GESTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, je prends la parole aux termes de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente. Le premier ministre (M. Trudeau) a parlé récemment de la nouvelle société qui devrait remplacer le système du libre marché sur lequel repose notre institution elle-même. Comme le premier ministre, qui visite aujourd'hui la république de Cuba et en profite peut-être pour rafraîchir ses notions du système communiste, a affirmé à plusieurs reprises que le système du libre marché ne fonctionnait pas comme il le devrait dans notre pays et qu'il se proposait, en tant que premier ministre, de le modifier en faisant en sorte que le gouvernement y intervienne davantage, je propose, appuyé par le député de Prince George-Peace River (M. Oberle):

Que la Chambre enjoigne au premier ministre de demander immédiatement à Son Excellence le gouverneur général de dissoudre la présente législature afin de permettre aux électeurs du Canada de se prononcer sur les principes fondamentaux de son économie et sur son avenir moral.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'article 43 du Règlement exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

M. Baldwin: Expédiez tout cela en Australie.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES PROVINCES SIGNATAIRES DES ACCORDS—LA POSSIBILITÉ DE TENUE D'UNE NOUVELLE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? En l'absence du premier ministre, particulièrement affairé par sa quête d'une nouvelle société, et du ministre des Finances—parti je ne sais où—je voudrais poser des questions au premier ministre suppléant au sujet de notre monde, plutôt bouleversé et en proie à l'inflation.

M. Nystrom: C'est l'ancienne société.

M. Stanfield: Le premier ministre suppléant peut-il dire à la Chambre combien de provinces ont maintenant signé des accords pour l'application du programme de contrôles?

M. Andre: Quatorze.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. C. M. Drury (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, jusqu'ici un seul accord a été signé...

Des voix: Honte!